

Arrêté n° 1025 CM du 27 août 1986 portant création d'un système d'identification et d'un répertoire des entreprises et établissements

Paru in extenso au journal officiel n°26 N du 10/09/1986 à la page 1165

Version en vigueur au 22/10/1987

- Titre Ier - Dispositions générales (Article 1er à Art. 5)
- Titre II - Contenu du répertoire (Art. 6 à Art. 8)
- Titre III - Tenue du répertoire (Art. 9 à Art. 15)
 - § 1er - Identification (Art. 9)
 - § 2 - Modification (Art. 10)
 - § 3 - Dispositions communes aux identifications et modifications (Art. 11)
 - § 4 - Radiation (Art. 12 à Art. 14)
 - § 5 - Mise à jour du répertoire (Art. 15)
- Titre IV - Mise à jour des informations administratives et économiques (Art. 16 à Art. 19)
- Titre V - Publicité et effet de l'inscription au répertoire (Art. 20 à Art. 23)
- Titre VI - Dispositions transitoires et modalités d'entrée en vigueur (Art. 24 à Art. 27)

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,
Sur le rapport du vice-président, ministre de l'économie et des finances ;
Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;
Vu la délibération n° 76-50 du 9 juillet 1976 portant création d'un institut territorial de la statistique ;
Vu l'arrêté n° 4393 BPC du 4 avril 1980 relatif aux attributions de l'institut territorial de la statistique ;
Vu l'arrêté n° 770 CM du 13 août 1985 relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières budgétaires et comptables de l'institut territorial de la statistique ;
Vu l'arrêté n° 578 CM du 12 juin 1985 relatif au rôle du conseil de la statistique et à l'organisation des enquêtes statistiques ;
Vu le décret du 26 juillet 1928 portant règlement d'administration publique pour la détermination des conditions d'application de la loi du 18 mars 1919 créant un registre du commerce et l'ensemble des textes qui l'ont complété et modifié ;
Vu la délibération de la commission permanente de l'assemblée territoriale du 16 novembre 1950 rendue exécutoire par l'arrêté 633 CO du 17 mai 1951 et l'ensemble des textes qui l'ont complétée et modifiée relative à la contribution des patentes ;
Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 août 1986,

Arrête :

TITRE IER - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1er

L'institut territorial de la statistique est chargé de tenir un répertoire territorial des entreprises et établissements.

La tenue de ce répertoire est assurée par des procédés informatiques.

Art. 2

Est inscrite dans ce répertoire, toute personne physique ou morale exerçant de manière indépendante une activité économique non salariée répertoriée dans la nomenclature des activités et produits de 1973 et ses mises à jour et adaptations territoriales ultérieures.

L'inscription est effectuée que la personne emploie ou non des salariés.

Sont notamment inscrites les personnes physiques ou morales figurant au rôle des contributions directes et celles immatriculées au registre du commerce ou au répertoire des métiers.

Art. 3

Chaque personne physique ou morale inscrite reçoit un numéro d'identité unique. Un numéro d'identité est également attribué à chaque établissement dans lequel une personne inscrite exerce son activité.

On appelle établissement tout lieu fixe où une personne inscrite exerce une activité même de façon discontinue.

Art. 4

L'identification, l'inscription modificative ou la radiation au répertoire ne font l'objet que d'une démarche administrative unique de la part des assujettis. Pour chaque opération, un seul formulaire commun à tous les associés du répertoire est rempli.

Art. 5

L'inscription au répertoire doit se faire :

- a) au registre du commerce pour les personnes assujetties audit registre, ou à défaut
- b) au registre des métiers pour les personnes assujetties audit registre, ou à défaut
- c) au service des contributions directes pour les personnes assujetties à la patente, ou à défaut
- d) à la caisse de prévoyance sociale pour les personnes employant des salariés, ou à défaut
- e) à l'institut territorial de la statistique.

TITRE II - CONTENU DU RÉPERTOIRE

Art. 6

Le numéro d'identité attribué à chaque personne inscrite est un numéro d'ordre composé de six chiffres, appelé numéro Tahiti (traitement automatique hiérarchisé des institutions économiques de Tahiti et des îles).

Le numéro d'identité attribué à chaque établissement est composé des six chiffres du numéro de la personne physique ou morale qui y exerce son activité, suivi d'un numéro de trois chiffres propre à cet établissement, appelé numéro complémentaire.

Art. 7 *Rédaction issue de Arrêté n° 1042 CM du 12 octobre 1987*

Sont portés au répertoire les renseignements d'identification suivants :

- a) pour chaque personne inscrite
 - le numéro d'identité au répertoire ;
 - s'il s'agit d'une personne physique, les nom et prénoms, le pseudonyme et le lieu du principal établissement, la date et le lieu de naissance ;
 - s'il s'agit d'une personne morale de droit privé, la raison sociale ou dénomination sociale, le sigle, la forme juridique et le lieu du siège ;
 - s'il s'agit d'une personne morale de droit public, la dénomination, le sigle, la forme juridique et le lieu principal d'activité ;
 - le nom marital pour les femmes mariées,
 - le numéro de téléphone de l'entreprise,
 - la date d'entrée sur le territoire, le numéro de carte professionnelle pour les étrangers.
- b) pour chaque établissement
 - le numéro d'identité au répertoire, les nom et prénoms, la raison sociale ou la dénomination de la personne inscrite ;
 - l'adresse de l'établissement ;
 - le numéro d'identité de l'établissement au répertoire ;
 - le numéro de téléphone pour chacun des établissements.

Art. 8

Sont également portés au répertoire les renseignements d'ordre économique suivants :

- les activités économiques caractérisant l'entreprise et chacun de ses établissements ;
- l'effectif des salariés et celui des non salariés de l'entreprise et de chacun de ses établissements ;

- les caractéristiques de chacun des établissements.

TITRE III - TENUE DU RÉPERTOIRE

§ 1ER - IDENTIFICATION

Art. 9

L'attribution des numéros d'identité par l'institut territorial de la statistique aux personnes inscrites et à leurs établissements est effectuée à l'occasion d'une demande d'inscription au rôle des contributions directes, au registre du commerce, au répertoire des métiers ou à la demande des autres associés à la gestion du répertoire.

§ 2 - MODIFICATION

Art. 10

La modification des renseignements d'identification mentionnés au répertoire concernant les personnes ou leurs établissements est effectuée, soit à l'occasion de demandes d'inscription modificative au registre du commerce ou au répertoire des métiers, soit à la demande des personnes inscrites, soit enfin lors des enquêtes de mise à jour dites «enquêtes annuelles d'entreprises».

§ 3 - DISPOSITIONS COMMUNES AUX IDENTIFICATIONS ET MODIFICATIONS

Art. 11

Lorsque les renseignements d'identification cités à l'article 7 sont fournis en vertu des articles 9 et 10, par les personnes inscrites elles-mêmes, l'institut territorial de la statistique vérifie la concordance de ces renseignements avec ceux qui ressortent des demandes d'immatriculation ou d'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers ; en cas de non-concordance, seuls les derniers renseignements obtenus sont pris en considération au répertoire institué par le présent arrêté.

§ 4 - RADIATION

Art. 12

Sous réserve des dispositions prévues à l'article 13, une personne inscrite est radiée du répertoire et son numéro d'identité est supprimé en cas de dissolution s'il s'agit d'une personne morale, et en cas de décès ou lors de la cessation de toute activité visée à l'article 2 s'il s'agit d'une personne physique.

Une mise en sommeil temporaire quelle qu'en soit la durée n'entraîne pas de radiation.

Un établissement est radié et son numéro d'identité est supprimé lors de la cessation définitive de l'activité de la personne inscrite dans cet établissement.

Lors de la radiation d'une personne inscrite, ses établissements sont également radiés et leurs numéros supprimés.

Art. 13

La radiation des personnes physiques ou morales, assujetties à l'immatriculation au registre du commerce ne peut intervenir que lorsque la radiation du registre du commerce a été faite.

Art. 14

Lorsqu'une entreprise au sens des textes la régissant, est assujettie à l'immatriculation au répertoire des métiers, la radiation du chef de l'entreprise ne peut intervenir que postérieurement, selon les cas, à la radiation de l'entreprise du répertoire des métiers ou à la radiation de la mention concernant le chef d'entreprise.

§ 5 - MISE À JOUR DU RÉPERTOIRE

Art. 15

La mise à jour des informations autres que celles prévues aux § 2 et 4 du présent titre est effectuée par une enquête annuelle auprès de tous les inscrits au répertoire.

TITRE IV - MISE À JOUR DES INFORMATIONS ADMINISTRATIVES ET ÉCONOMIQUES

Art. 16

Outre les conditions de mise à jour du répertoire visées aux articles 10 et 11, il est procédé chaque année à une enquête auprès de l'ensemble des personnes inscrites au 31 décembre.

Cette enquête dite «enquête annuelle d'entreprise» est effectuée par voie de questionnaire. Les mairies et mairies annexes sont chargées de la distribution des questionnaires qui seront retournés dûment remplis sous plis fermés à l'institut territorial de la statistique.

Art. 17

Le contenu de cette enquête comporte des données administratives et économiques.

Administratives : Vérification des renseignements mentionnés aux articles 7 et 8.

Économiques : Les principales données concernant les recettes et les dépenses relatives à l'exercice précédant l'enquête.

Art. 18

Les seuls renseignements contenus dans l'enquête qui peuvent être communiqués aux associés du répertoire sont ceux énumérés aux articles 7 et 8. Les autres informations ne peuvent faire l'objet que de publications de résultats agrégés regroupant au moins quatre entreprises et à condition que l'une d'entre elles ne représente pas plus de 80 % de l'agrégat considéré.

Art. 19

L'enquête annuelle d'entreprise est une enquête d'intérêt public. Elle est régie par la disposition de l'arrêté 578 CM du 12 juin 1985 notamment en ses articles 3, 5 et 6.

TITRE V - PUBLICITÉ ET EFFET DE L'INSCRIPTION AU RÉPERTOIRE

Art. 20

Une personne inscrite au répertoire demeure soumise à toute obligation législative, réglementaire ou contractuelle afférente à l'exercice de son activité. Le numéro d'identité peut être exigé par les administrations territoriales et entreprises privées chargées d'un service public comme préalable à toute demande formulée par une personne assujettie au répertoire.

Art. 21 *Rédaction issue de Arrêté n° 1042 CM du 12 octobre 1987*

Sous réserve des dispositions prévues par les textes relatifs au registre du commerce et au répertoire des métiers, les numéros d'identité au répertoire sont communiqués aux personnes inscrites et à leurs établissements par l'institut territorial de la statistique.

Les numéros d'identité sont également communiqués à l'administration fiscale, au greffe du tribunal de commerce et à la chambre de métiers ainsi qu'à la caisse de prévoyance sociale.

Les renseignements contenus dans le répertoire et énumérés aux articles 7 et 8 sont communiqués, sur leur demande, au greffier du tribunal de commerce chargé de la tenue du registre du commerce, à la chambre de métiers, à l'administration fiscale et à la caisse de prévoyance sociale. Les mêmes renseignements sont communiqués aux personnes inscrites, en tant que ces renseignements les concernent.

L'institut territorial de la statistique peut communiquer à toute personne et organisme qui en ferait la demande, aux frais de ce dernier, les renseignements prévus à l'alinéa précédent, à l'exception de ceux concernant la date et le lieu de naissance des personnes physiques ainsi que les effectifs qui ne peuvent être communiqués que sous forme de classes d'effectifs.

En tout état de cause, aucune information contenue dans le répertoire ne saurait être cédée à des candidats à des élections et à des partis politiques à des fins de propagande et de financement.

Art. 22

Les administrations publiques et les organismes et les organismes privés exerçant une mission de service public sont tenus d'utiliser exclusivement le numéro d'identité au répertoire lors de toute correspondance, si l'objet de cette correspondance nécessite l'utilisation du numéro d'immatriculation des personnes inscrites et de leurs établissements tels qu'ils sont définis aux articles 2 et 3.

Art. 23

Toute personne inscrite au répertoire doit mentionner dans ses papiers et ses correspondances le numéro d'identité dès sa notification et, lorsque la correspondance concerne plus particulièrement un ou plusieurs de ses établissements, le ou les numéros de ces derniers ; (la formule utilisée doit être : «Numéro Tahiti» aaaaaa.bbb»).

TITRE VI - DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET MODALITÉS D'ENTRÉE EN VIGUEUR

Art. 24

Dès publication du présent arrêté, les organismes publics ou privés associés à la gestion du répertoire ainsi que ceux détenteurs de fichiers de personnes physiques ou morales assujetties au répertoire territorial des entreprises, communiqueront à l'institut territorial de la statistique la liste des personnes concernées.

Les modalités de communication sont à définir par l'institut territorial de la statistique.

Parmi les organismes cités au premier alinéa figurent au moins :

- le registre du commerce,
- la chambre des métiers,
- le service des contributions,
- la chambre d'agriculture et de l'élevage,
- la chambre de la pêche,
- la caisse de prévoyance sociale.

Art. 25

Il sera procédé d'office par l'institut territorial de la statistique à la substitution des nouveaux numéros d'identité du répertoire aux numéros précédemment attribués lors de l'inscription au registre du commerce. La communication de ces nouveaux numéros sera effectuée, sans frais, aux personnes et services mentionnés aux deux premiers alinéas de l'article 21.

Les personnes visées à l'article 2 du présent arrêté, non immatriculées à sa date d'effet au registre du commerce, demanderont à l'institut territorial de la statistique le numéro d'identité prévu par le texte. Pour ce faire, elles s'adresseront aux organismes mentionnés dans l'article 5.

Art. 26

Les formulaires d'inscription et de modification (Tahiti 10 — établissement principal d'une personne morale, Tahiti 11 — établissement principal d'une personne physique, Tahiti 12 — établissements secondaires) et de radiation (Tahiti 20) sont établis en deux exemplaires destinés respectivement à l'organisme ayant reçu le pétitionnaire et à l'institut territorial de la statistique. Les autres associés au répertoire, mentionnés à l'article 5, reçoivent chacun une copie du formulaire.

Art. 27

Le vice-président, ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 août 1986.
Gaston FLOSSE

Par le Président du gouvernement du territoire :
Le ministre de l'économie et des finances,
Patrick PEAUCELLIER

Voir toutes les modifications dans le temps :

- [Arrêté n° 1025 CM du 27 août 1986](#), JOPF n° 26 N du 10/09/1986 à la page 1165
- [Arrêté n° 1042 CM du 12 octobre 1987](#), JOPF n° 43 N du 22/10/1987 à la page 1657